



JUSTIFICATION DE LA REALISATION DES ENGAGEMENTS LIES AUX MODULATIONS SOLLICITEES

Remarque générale : Seuls les justificatifs correspondants à vos engagements sont à joindre au présent formulaire. Les engagements auxquels vous avez souscrit sont ceux détaillés dans votre décision d'octroi des aides (et/ou son avenant).

1. Zone d'installation

J'ai obtenu un montant de base de DJA correspondant à la zone de plaine

2. Installation Hors Cadre Familial

En cas de non-réalisation d'un avenant pourtant nécessaire pour un motif d'évolution foncière (variation de plus de 50 %) ou d'évolution des associés exploitants, je fournis les justificatifs permettant de vérifier que le caractère hors cadre familial de mon installation est maintenu : les nouvelles parcelles non prévues au PE n'étaient pas exploitées antérieurement par un parent (ou un parent du conjoint lié par un pacs ou un mariage) jusqu'au 3ème degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil) et les nouveaux associés exploitants ne sont pas un parent (ou un parent du conjoint lié par un pacs ou un mariage) jusqu'au 3ème degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil).

Pour les modulations Valeur ajoutée - Emploi, Agroécologie, Maintien et/ou développement de l'élevage

Ne fournir que les justificatifs pour les sous-modulations mentionnées dans votre décision d'octroi des aides DJA (ou son avenant). En cas d'impossibilité à justifier de la sous-modulation/objectif initialement ciblée, vous pouvez apporter les justificatifs de réalisation d'une autre sous-modulation/objectif appartenant à la même modulation.

3. Modulation Valeur ajoutée - Emploi

Sous-modulations	Justificatifs à fournir
Mettre en œuvre des circuits courts	<input type="checkbox"/> <u>Développement de la commercialisation en circuits courts</u> Fournir sur la fiche de synthèse comptable (annexe 4-partie 4-CA) le montant total de chiffre d'affaires et le montant de chiffre d'affaires issu de la vente de produits de la ferme en année 3 et en année 4.
Mettre en place un nouvel atelier ou une nouvelle activité	<input type="checkbox"/> <u>Mise en place d'une nouvelle production ou d'une activité nouvelle :</u> Fournir sur la fiche de synthèse comptable (annexe 4-partie 4-CA) le montant de chiffre d'affaires issu de la nouvelle production ou du nouvel atelier en année 3 et en année 4. Pour les sociétés déjà existantes avant l'installation, fournir le chiffre d'affaires de l'atelier ou de la production concernée.
Accroissement de main d'œuvre autre que collectif	<input type="checkbox"/> <u>Niveau de main d'œuvre sur l'exploitation :</u> Fournir sur la fiche de synthèse comptable (annexe 4-Partie 5- Main d'œuvre) le nombre d' <u>Équivalents Temps Plein (ETP)</u> de main d'œuvre non salariée en situation initiale ou avant installation et en dernière année de la période d'engagement et le nombre d' <u>Équivalents Temps Plein (ETP)</u> en emploi salarié en situation initiale ou avant installation ET en dernière année de la période d'engagement (fournir la copie du contrat d'embauche ou des fiches de salaire hors période d'essai ou attestation MSA ou attestation du comptable).



n° cerfa
en cours

Recours à un emploi collectif	<input type="checkbox"/> <u>Recours à l'emploi collectif :</u> Fournir une attestation datée (avec nom, adresse et numéro SIRET du groupement d'employeurs) établie par le représentant légal ou factures d'un groupement d'employeurs ou service de remplacement mentionnant le nombre d'heures (pour au moins 280 heures) sur la durée de la période d'engagement.
Adhésion à une CUMA ou à un groupement de développement agricole	<input type="checkbox"/> <u>Adhésion à une coopérative d'utilisation du matériel agricole ou un groupement de développement agricole :</u> Fournir une attestation d'adhésion datée (avec nom, adresse et numéro SIRET de la coopérative ou du groupement) établie par le représentant légal de la CUMA ou du groupement (GEDA, CETA, GAB, contrôle de performance, ...).
Certification de produits	<input type="checkbox"/> <u>Certification d'adhésion à un Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine :</u> AOP, AOC, Label Rouge, STG, IGP, Bio. Fournir une copie du certificat d'adhésion daté à un SIQO : AOP, AOC, Label Rouge, Spécialité traditionnelle garantie, IGP, Label Bio, précisant le signe d'identification de la qualité et de l'origine.

4. Modulation Agroécologie

Sous-modulations	Justificatifs à fournir
Conversion ou maintien AB partiel ou total ou HVE	<input type="checkbox"/> <u>Présence d'une certification Bio ou HVE (la date de certification doit être antérieure à la fin de la période d'engagement)</u> Fournir une copie du certificat AB ou de l'attestation d'engagement ou de conversion émise par l'organisme certificateur, en totalité ou partiellement, au mode de production bio. ou Fournir une attestation datée de certification environnementale de niveau 3 Haute Valeur Environnementale (HVE) délivrée par un organisme agréé par le MAA.
Certification environnementale	<input type="checkbox"/> <u>Présence d'une autre certification environnementale (la date de certification doit être antérieure à la fin de la période d'engagement)</u> Fournir une attestation datée de certification environnementale de niveau 2 ou équivalent (ISO 14001, agriculture durable, viticulture durable, Terra Vitis, QUALENVI), délivrée par un organisme agréé par le MAA.
Engagement dans un Groupement d'Intérêt Économique et Environnemental (GIEE)	<input type="checkbox"/> <u>Adhésion à un GIEE</u> Fournir une attestation datée d'adhésion (avec nom, adresse et numéro SIRET du GIEE) établie par le représentant légal et précisant la date de première adhésion et une éventuelle date de fin d'adhésion.
Mise en œuvre d'une MAEC	<input type="checkbox"/> <u>Mise en place d'une MAEC</u> Fournir une copie de la convention d'octroi de l'aide MAEC avec une date d'effet antérieure à la date de fin de période d'engagement : existence d'une MAEC en vigueur sur l'exploitation au cours de la période d'engagement (hors déchéance totale)

5. Critère régional de modulation : Maintien et/ou développement élevage



n° cerfa
en cours

Sous-modulations	Justificatifs à fournir
Maintien et/ou développement de l'élevage	<input type="checkbox"/> <u>Maintien ou développement de l'activité d'élevage</u> : Fournir dans la fiche de synthèse comptable (annexe 4-partie 4-CA) le type d'élevage et le chiffre d'affaires élevage en année 3 et en année 4.

JUSTIFICATIFS POUR LES ENGAGEMENTS NATIONAUX

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Non concerné
Exemplaire original du présent formulaire de demande de paiement complété, daté et signé.	Tous	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire-IBAN (ou copie lisible). ⁽¹⁾	Si le compte bancaire n'est pas connu de l'administration ou s'il est nouveau.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'assujettissement à un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles couvrant les 4 années d'engagement, mentionnant la qualité de chef d'exploitation à titre principal ou secondaire.	En cas d'installation à titre principal (ITP) ou à titre secondaire (ITS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation d'assujettissement à un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles au terme des 4 ans suivant la date d'installation retenue au certificat de conformité mentionnant la qualité de chef d'exploitation à titre principal.	En cas d'installation progressive (IP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de la mutualité sociale agricole (MSA) indiquant le nombre d'actifs permanents non-salariés travaillant sur l'exploitation au terme des 4 ans suivant la date d'installation retenue au certificat de conformité	Si le bénéficiaire n'est pas le seul actif permanent non salarié sur l'exploitation.	<input type="checkbox"/>		
Copie des statuts à jour.	En cas d'installation en société et si les statuts éventuellement modifiés depuis le paiement de l'acompte de la DJA n'ont pas été transmis à la DDT.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du diplôme et attestation de validation du PPP.	En cas d'acquisition progressive de la capacité professionnelle agricole (CPA) et si le versement de la 2ème fraction de la DJA n'a pas été demandé.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fiche de synthèse comptable couvrant les 4 années du plan d'entreprise datée et signée (Annexe 4).	Tous	<input type="checkbox"/>		
Copie des comptabilités de gestion établies par un centre de gestion ou par le bénéficiaire couvrant les 4 années du PE.	En l'absence de la signature du comptable sur la fiche de synthèse comptable (Annexe 4).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



n° cerfa
en cours

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Non concerné
Fiche de déclaration pour le contrôle de fin de PE datée et signée (Annexe 5).	Tous	<input type="checkbox"/>		
Fichier des immobilisations. Préciser les libellés des investissements s'ils ne sont pas explicites.	Tous	<input type="checkbox"/>		
Copies des factures ⁽²⁾ , contrats de crédit-bail et de location longue durée pour les investissements prévus au PE n'apparaissant pas dans le fichier des immobilisations.	Tous	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Relevé parcellaire MSA	En l'absence de déclaration PAC déposée en DDT au cours des 12 derniers mois de la période d'engagement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Actes relatifs au foncier non prévu au PE (bail, factures ⁽²⁾ , convention de mise à disposition, etc...)	Pour la situation au dernier jour de la période d'engagement, en l'absence de déclaration PAC et du relevé parcellaire MSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Photos de l'affichage de la publicité FEADER : une photo de près permettant de vérifier le contenu de la publicité et une photo de loin permettant de vérifier son positionnement sur un lieu de l'exploitation agricole visible du public.	Obligation de publicité FEADER si le montant total de la DJA est supérieur ou égal à 50 000 €	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

JUSTIFICATIFS POUR LES ENGAGEMENTS REGIONAUX

Pièces	TYPE DE MODULATION Type de sous-modulation	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Non concerné
-Attestation MSA ou attestation du comptable ou copies des contrats de travail ou copies des fiches de paie permettant d'établir la main d'œuvre sur l'exploitation 12 mois avant l'installation et en fin de PE	<u>VALEUR AJOUTEE /EMPLOI</u> Accroissement de main d'œuvre autre que collectif.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
-Attestation datée établie par le représentant légal ou facture(s) mentionnant le nombre d'heures (au minimum 280 h sur la durée du PE)	<u>VALEUR AJOUTEE /EMPLOI</u> Recours à un emploi collectif issu d'un groupement d'employeurs ou du service de remplacement	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
-Attestation datée d'adhésion à une CUMA ou à un groupement de développement agricole établie par le représentant légal.	<u>VALEUR AJOUTEE /EMPLOI</u> CUMA	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	<u>VALEUR AJOUTEE /EMPLOI</u>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>



n° cerfa
en cours

Pièces	TYPE DE MODULATION Type de sous-modulation	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Non concerné
-Copie du certificat à un SIQO (AOC, AOP, Label rouge, STG, IGP, AB)	Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine			
-Copie du certificat AB ou de l'attestation datée d'engagement ou de conversion	<u>AGROECOLOGIE</u> Agriculture biologique	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
-Copie du certificat HVE de niveau 3	<u>AGROECOLOGIE</u> HVE	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
-Copie du certificat HVE de niveau 2 ou équivalent (ISO 14001, agriculture durable, viticulture durable, Terra Vitis, QUALENGI)	<u>AGROECOLOGIE</u> Certification environnementale	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
-Attestation datée d'adhésion à un GIEE	<u>AGROECOLOGIE</u> Adhésion GIEE	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
-Copie de la convention d'octroi de l'aide MAEC	<u>AGROECOLOGIE</u> Contractualisation d'une MAEC	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Le RIB-IBAN n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de l'administration. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB-IBAN du compte sur lequel l'aide doit être versée (le RIB-IBAN doit être lisible, non raturé et non surchargé).

⁽²⁾ LES FACTURES DEVONT OBLIGATOIREMENT COMPORTER LA MENTION « FACTURE ACQUITTÉE LE .../.../... » PRÉCISANT LE MOYEN DE PAIEMENT. CETTE MENTION SERA PORTÉE PAR LE FOURNISSEUR, QUI SIGNERA ET APPOSERA LE CACHET DE SA SOCIÉTÉ. LORSQUE LES FACTURES PRÉSENTÉES NE SONT PAS TOUTES ACQUITTÉES PAR LE FOURNISSEUR, VOUS DEVEZ PRODUIRE, À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE DE PAIEMENT, UNE COPIE DES RELEVÉS BANCAIRES CORRESPONDANTS.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont la Région Grand Est, le Ministère en charge de l'Agriculture et l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la DDT.